

# Lâ??AutoritÃ© Palestinienne pourrait Ãªtre victime du plan Trump et du nouveau consensus occidental

## Description

*Le soutien occidental Ã  une solution Ã  deux Ã?tats nâ??a jamais eu pour objectif de crÃ©er un Ã?tat palestinien, mais plutÃ´t de justifier lâ??existence de lâ??AutoritÃ© Palestinienne. Aujourdâ??hui, le consensus occidental Ã©volue, tout comme les opinions sur la nÃ©cessitÃ© de lâ??AP.*

Par Qassam Muaddi, le 17 octobre 2025



Le prÃ©sident de lâ??AutoritÃ© palestinienne Mahmoud Abbas lors dâ??une cÃ©rÃ©monie dâ??assermentation des ministres nouvellement nommÃ©s de lâ??AutoritÃ© palestinienne, le 31 mars 2024, Ã  Ramallah. (Photo : Thaer Ganaim/APA Images)

Une paix totale et Â« Ã©ternelle Â». Pas seulement pour la Palestine, mais pour tout le Moyen-Orient.

Câ??est ce quâ??a promis le prÃ©sident amÃ©ricain Donald Trump lors de la signature de lâ??accord de cessez-le-feu Ã  Gaza en Ã?gypte la semaine derniÃ¨re. Ce plan diffÃ¨re des prÃ©cÃ©dentes incarnations du Â« processus de paix Â» en ce quâ??il abandonne le cadre de la solution Ã  deux Ã?tats comme moyen acceptÃ© de rÃ©soudre la question palestinienne.

Historiquement, le scÃ©nario amÃ©ricain pour lâ??intÃ©gration dâ??IsraÃ«l dans la rÃ©gion Ã©tait la crÃ©ation de lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP) en 1994 aprÃ¨s les accords dâ??Oslo, Ã  laquelle ont Ã©tÃ© confiÃ©es des responsabilitÃ©s limitÃ©es sur la Cisjordanie et Gaza, avec lâ??hypothÃ¨se implicite quâ??elle serait le prÃ©curseur dâ??un Ã?tat palestinien.

Le plan de Trump tente de contourner tout cela, en plaÃ§ant Gaza sous lâ??administration dâ??un conseil de Â« paix Â» dirigÃ© par les Ã?tats-Unis et prÃ©sidÃ© par Trump lui-mÃªme. Lâ??AP nâ??a pas de rÃ´le clair dans la gestion de la bande de Gaza, du moins pas selon les 20 points de Trump, qui

mentionnent que lâ??AP devrait subir une sÃ©rie de Â« rÃ©formes Â» qui pourraient, dans un avenir indÃ©terminÃ©, Ã©tablir Â« une voie Â» vers lâ??autodÃ©termination palestinienne. Pendant la phase de reconstruction, la Cisjordanie et Gaza seraient politiquement divisÃ©es.

IsraÃ«l a fait de son rejet dâ??un Ã?tat palestinien une politique officielle. Mais il sâ??agit Ã©galement dâ??un consensus national Ã  travers tout le spectre politique israÃ©lien, comme lâ??a rÃ©cemment exprimÃ© Benny Gantz, membre de lâ??opposition, dans le New York Times.

Cela remonte bien avant le 7 octobre. En 2018, la Knesset israÃ©lienne a adoptÃ© la loi sur lâ??Ã?tat-nation, qui stipule explicitement que le droit Ã  lâ??autodÃ©termination entre le Jourdain et la MÃ©diterranÃ©e appartient exclusivement au peuple juif. Depuis le 7 octobre, cette position nâ??a fait que se renforcer : en juillet 2024, la Knesset a adoptÃ© une loi rejetant un Ã?tat palestinien, et en juillet 2025, elle a adoptÃ© une loi autorisant le gouvernement Ã  annexer la Cisjordanie.

Dans le mÃªme temps, IsraÃ«l a intensifiÃ© sa campagne dâ??Ã©tranglement Ã©conomique et financier de lâ??AP en retenant les recettes douaniÃ¨res palestiniennes quâ??il perÃ§oit au nom de lâ??AP grÃ¢ce Ã  son contrÃ´le des frontiÃ¨res, et qui reprÃ©sentent au moins 60 % de son budget national. Le ministre israÃ©lien des Finances, Bezalel Smotrich, partisan de la ligne dure, a Ã©galement menacÃ© Ã  plusieurs reprises dâ??annuler une dÃ©rogation accordÃ©e par IsraÃ«l aux banques israÃ©liennes qui leur permet de traiter avec les banques palestiniennes, ce qui entraÃ®nerait probablement lâ??effondrement de lâ??Ã©conomie palestinienne.

Toutes ces actions ont clairement montrÃ© quâ??IsraÃ«l souhaite faire sâ??effondrer lâ??AP, mÃªme si celle-ci lui a bien servi par le passÃ©. Maintenant que le plan Trump cautionne pour ainsi dire les actions israÃ©liennes, lâ??avenir de lâ??AP est plus incertain que jamais.

## La montÃ©e en puissance des maximalistes israÃ©liens

Lâ??incertitude qui entoure lâ??avenir de lâ??AP nâ??a pas commencÃ© avec les Ã©vÃ©nements du 7 octobre ou la guerre qui a suivi Ã  Gaza et dans la rÃ©gion. En septembre 2023, prÃ¨s dâ??un mois avant le 7 octobre, le ministre israÃ©lien de la SÃ©curitÃ© nationale, Itamar Ben-Gvir, a dÃ©clarÃ© aux mÃ©dias israÃ©liens que les Palestiniens ne devraient bÃ©nÃ©ficier dâ??aucune forme dâ??autonomie, quâ??ils ne devraient pas avoir le droit de vote ni de Â« gÃ©rer leur propre vie Â», et que lâ??AutoritÃ© palestinienne devrait Ãªtre dissoute. Ã? lâ??Ã©poque, lâ??AutoritÃ© palestinienne Ã©tait dÃ©jÃ  confrontÃ©e Ã  ce qui Ã©tait dÃ©crit comme la pire crise financiÃ¨re de son histoire, qui durait depuis un an. Mais au lendemain de la destruction de Gaza, et au milieu des efforts contradictoires visant Ã  traduire le plan de Trump en mesures concrÃ¨tes, le sort de lâ??AP dÃ©pend de ce moment critique.

Depuis le dÃ©but de la guerre menÃ©e par IsraÃ«l contre Gaza il y a deux ans, le Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu a insistÃ© Ã  plusieurs reprises sur le fait que lâ??AP nâ??aura aucun rÃ´le Ã  jouer dans la gouvernance future de la bande de Gaza. Cependant, les appels lancÃ©s par Ben-Gvir et lâ??extrÃªme droite israÃ©lienne en faveur de la suppression pure et simple de lâ??AP ne sont pas si faciles Ã  mettre en Å?uvre.

Lâ??AP gÃ¨re les affaires civiles en Cisjordanie, responsabilitÃ©s qui incomberaient autrement Ã  IsraÃ«l. Elle maintient Ã©galement lâ??image dâ??un processus de paix sur lequel la plupart des pays

occidentaux et lâ??ONU fondent leurs positions officielles, ancrÃ©es dans la rhÃ©torique dâ??une Â« solution Ã  deux Ã?tats Â».

Mais le soutien de principe des Occidentaux Ã  une solution Ã  deux Ã?tats nâ??a jamais eu pour but de la mettre rÃ©ellement en Å?uvre. En fait, ce soutien a plutÃ´t servi Ã  maintenir la justification politique du maintien de lâ??AP. Les exigences de lâ??extrÃªme droite israÃ©lienne maximaliste ont mis cela en pÃ©ril.

Si le plan de Â« paix Â» de Trump, si lâ??on peut lâ??appeler ainsi, doit avoir une chance dâ??aboutir, il aura besoin du soutien de lâ??Europe, notamment pour financer les soi-disant Â« rÃ©formes Â». Cela le met en contradiction avec la position maximaliste dâ??IsraÃ«l.

Lundi dernier, alors que les dirigeants de 20 pays se rÃ©unissaient Ã  Charm el-Cheikh, en Ã?gypte, pour signer lâ??accord de cessez-le-feu Ã  Gaza, le prÃ©sident du Conseil europÃ©en, Antonio Costa, a dÃ©clarÃ© aux mÃ©dias que lâ??UE augmenterait son aide Ã  lâ??AP de 1,6 milliard dâ??euros. Il a ajoutÃ© que lâ??intervention europÃ©enne se concentrerait sur lâ??aide humanitaire, la formation de la police, la gouvernance, le contrÃ´le des frontiÃ¨res et les rÃ©formes de lâ??AP, afin de garantir quâ??Â« Ã  lâ??avenir, la Palestine sera un Ã?tat dÃ©mocratique, exempt de terrorisme Â».

## Le nouveau consensus mondial

Lâ??AP a dÃ©jÃ  adoptÃ© un programme politique qui reconnaÃ®t IsraÃ«l, rejette la rÃ©sistance armÃ©e et sâ??engage Ã  coopÃ©rer en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ©. Mais lâ??AP fait Ã©galement partie dâ??un spectre politique palestinien plus large. MÃªme sâ??il nâ??y a pas dâ??Ã©lections, lâ??AP est toujours tenue dâ??agir en relation avec les autres forces politiques palestiniennes. Cela fixe un cadre minimum que lâ??AP est tenue de respecter, Ã  savoir lâ??insistance rhÃ©torique sur un Ã?tat palestinien avec JÃ©rusalem-Est comme capitale, et peut-Ãªtre, accessoirement, quelques dÃ©clarations de pure forme sur le droit au retour. Les dÃ©cennies de lutte palestinienne depuis la Nakba ont rendu impossible pour lâ??AP dâ??esquiver rhÃ©toriquement cette Ã©thique politique, mÃªme si elle a pratiquement tout fait sur le terrain pour la rendre matÃ©riellement insignifiante.

En dâ??autres termes, lâ??AP ne peut pas renoncer Ã  prÃ©tendre Ãªtre palestinienne et reprÃ©senter une certaine notion de patrie palestinienne. Câ??est ce Ã  quoi les Palestiniens craignent que les Â« rÃ©formes Â» aboutissent : transformer lâ??AP en un organisme autonome et apolitique, dÃ©pourvu de tout vestige de la culture et de la mÃ©moire nationales palestiniennes.

En aoÃ»t dernier, lâ??AutoritÃ© palestinienne a signÃ© un accord sous les auspices de lâ??Ã?gypte avec les autres forces politiques palestiniennes au Caire, y compris le Hamas. Lâ??accord prÃ©voyait la crÃ©ation dâ??une commission indÃ©pendante, apolitique, technocratique et entiÃ¨rement palestinienne pour diriger Gaza. Le Hamas a acceptÃ© de cÃ©der le contrÃ´le de la bande de Gaza Ã  cette commission.

La commission aurait rendu compte Ã  lâ??AutoritÃ© palestinienne et aurait Ã©tÃ© formÃ©e par dÃ©cret prÃ©sidentiel. Cela aurait garanti lâ??unitÃ© politique de Gaza et de la Cisjordanie pendant la phase de reconstruction transitoire. Lâ??espoir Ã©tait que cela puisse jeter les bases dâ??un futur Ã?tat palestinien. Le plan de Trump vise Ã  empÃªcher cela.

ParallÃ¨lement, lâ??AP devrait recevoir une aide financiÃ¨re des pays arabes et europÃ©ens pour continuer Ã  fonctionner, le tout sous la banniÃ¨re dâ??une solution Ã  deux Ã?tats. Cela se produit alors mÃªme quâ??IsraÃ«l Ã©tend ses colonies en Cisjordanie, sape la continuitÃ© dÃ©mographique et gÃ©ographique palestinienne et intensifie ses raids sur les villes palestiniennes, y compris celles administrÃ©es par lâ??AP.

Bien que lâ??AP ait participÃ© au sommet de Charm el-Cheikh, prÃ©sentÃ© comme un tournant pour la paix dans la rÃ©gion, elle nâ??a jouÃ© aucun rÃ´le dans les nÃ©gociations ou la signature du cessez-le-feu. Le compromis qui se dessine entre la vision dâ??extrÃªme droite israÃ©lienne visant Ã Ã©liminer toute entitÃ© politique palestinienne et le cadre traditionnel Ã  deux Ã?tats devient de plus en plus clair : un organe palestinien autonome qui dÃ©charge IsraÃ«l de ses responsabilitÃ©s en tant que puissance occupante, maintient le contrÃ´le interne palestinien, prÃ©serve lâ??ordre existant, mais ne dÃ©tient aucune autoritÃ© politique rÃ©elle. Câ??est le nouveau consensus occidental *de facto* qui se dessine.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia palestine
Source : Mondoweiss

**date crÃ©Ã©e**
2025/10/21